



Affaire suivie par : Céline MALTAVERNE
Unité interdépartementale Nièvre/Yonne
Pôle Carrières, Matériaux, Déchets
Tél : 03 39 59 67 52
Courriel : celine.maltaverne@developpement-durable.gouv.fr
N/réf. : 260104

Nevers, le 23/02/2026

Objet : Porter-à-connaissance du 10 décembre 2024, complété le 31 décembre 2025 ainsi que les 12 et 14 janvier 2026, relatif à la société G2R IMMO sur la commune de Fourchambault : mise à jour de la situation administrative

Réf :

P J : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
Société G2R IMMO
RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

1 .Identification des installations et identité de l'exploitant

Par arrêté préfectoral n° 2004-P-806 du 29 mars 2004, la société G2R IMMO (ex Groupe REGAIN SA) est autorisée à exploiter une installation de recyclage de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) et de valorisation des matières secondaires sur le territoire de la commune de Fourchambault. La société traite et recycle notamment des écrans de télévision (à rayon cathodique, LCD, plasma, LED). L'autre activité du site est le traitement des tubes cathodiques (verre, parties métalliques, luminophores). L'installation est par ailleurs soumise aux dispositions de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles, dite directive IED.

Plusieurs actes administratifs sont ensuite venus modifier ou compléter l'arrêté initial du 29 mars 2004, notamment en ce qui concerne la situation administrative du site :

- arrêté préfectoral complémentaire n°2 015-P-1144 sexies du 31/08/2015 ;
- arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2017-05-05-003 du 05/05/2017 ;

- arrêté préfectoral complémentaire n° 58-2022-09-27-00002 du 27/09/2022 ;
- arrêté préfectoral n° 58-2022-10-03-00001 du 03/10/2022 ;
- lettre préfectorale du 10/09/2024.

En application de ces actes administratifs, cette installation relève jusqu'alors des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE	Régime actuel	Caractéristiques de l'installation / capacité maximale du site
Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : [...] - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques, [...]	3510	A	Capacité de traitement : 60 t/jour
Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	3550	A	2 400 t
Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques ; le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	2711-1	A	1 200 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 ; la surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	2713-1	A	1 322 m ²
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2714-1	E	1 200 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m ³	2716-1	E	1 059 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793 ; la quantité de	2718-1	E	2 400 t

déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t			
Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	2790	A	Capacité de traitement : 60 t/j
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 ; la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j	2791-1	A	60 t/j
Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2 ; la puissance installée des installations étant supérieure à 200 kW, mais inférieure à 550 kW	2515-1b	E	370 kW
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.) ; la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j.	2661-2b	D	3,2 t/j
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ; le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	2662-3	D	130 m ³
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 ; le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³	2715	D	1 150 m ³ (1 623 t)

L'exploitant est la société G2R IMMO dont le siège social est situé 64 quai de Loire – 58600 FOURCHAMBAULT.

2 .Objet de la modification

Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, la société G2R IMMO a porté à la connaissance de la préfète une modification de son installation en date du 10 décembre 2024, complété les 31 décembre 2025 ainsi que les 12 et 14 janvier 2026, avec tous les éléments d'appréciation.

Les modifications envisagées portent sur la mise à jour de la situation administrative de l'installation et sont les suivantes :

- ajout de la rubrique 2792-1 b de la nomenclature ICPE : *installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm* : régime de la déclaration avec contrôle (DC).

Lors de sa visite du 17 septembre 2024, l'Inspection a constaté que, dans le cadre de l'activité de traitement des D3E, l'activité relevant de la rubrique 2792-1 n'avait pas été prise en compte dans l'arrêté préfectoral initial, certains téléviseurs à tubes cathodiques contenant des condensateurs au PCB. L'Inspection a par conséquent demandé à l'exploitant, dans son rapport du 11/10/2024, de déposer auprès de l'administration un porter-à-connaissance afin de régulariser sa situation administrative.

L'exploitant indique que le volume annuel de condensateurs traités sur le site et contenant des PCB sera de 500 kg au maximum, la quantité de téléviseurs à tubes cathodiques contenant des PCB/PCT diminue chaque année au profit des écrans plats ;

- correction de la rubrique ICPE n° 2718-1 : à la suite d'une erreur figurant dans le courrier préfectoral du 10 septembre 2016 relatif à la mise à jour de la situation administrative du site, il est indiqué que la rubrique ICPE n° 2718 relève du régime de l'enregistrement et non de celui de l'autorisation ;
- augmentation des volumes d'activité relevant des rubriques 2715 (de 1 150 m³ à 1 900 m³ : régime de la déclaration) et 2711-1 (de 1 200 m³ à 2 000 m³ : régime de l'enregistrement) : l'entreprise exerce une activité de démantèlement et de dépollution de D3E, principalement des écrans à tube cathodique et d'écrans plats. À la suite de la validation de ses procédés par les éco-organismes, l'exploitant connaît une augmentation significative des volumes traités, notamment pour les téléviseurs à rayons cathodiques, dont il prend désormais en charge la quasi-totalité au niveau national. Cette évolution entraîne une hausse des volumes présents sur le site, dans un contexte de montée en charge progressive des capacités de traitement, actuellement de l'ordre de 25 tonnes par jour, et d'adaptation des effectifs. Certains déchets peuvent ainsi être temporairement en attente de traitement. Par ailleurs, les quantités de verre non dangereux issues du démantèlement des tubes cathodiques sont susceptibles d'augmenter avant leur valorisation.

3 .Analyse des modifications par l'Inspection

À l'appui de sa modification, l'exploitant a transmis tous les éléments permettant d'apprécier les dangers ou inconvénients qu'elle occasionne pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement :

- la justification de la conformité des installations à l'arrêté ministériel du 8 mars 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique ICPE n° 2792-1
- la preuve de dépôt de la déclaration de modification au titre de la rubrique ICPE n°2792-1.

Compte tenu des modifications envisagées de l'installation, celles-ci n'engendrent aucune modification de l'étude de dangers et de l'étude d'impact de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Les effets du projet ne seront pas modifiés et les impacts résiduels restent inchangés par rapport à ceux du projet initial. En effet, l'activité de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm, relevant de la rubrique 2792-1, est exercée sur le site depuis 2004, sans toutefois avoir été formellement intégrée dans l'arrêté préfectoral délivré la même année. Par ailleurs, l'augmentation des volumes d'activité relevant des rubriques 2715 et 2711-1 n'entraîneront pas de modification du régime de classement déjà applicable à ces rubriques.

Les tableaux relatifs au classement des installations de l'établissement de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 58-2022-10-03-00001 du 3 octobre 2022, et du courrier préfectoral du 10 septembre 2024, doivent cependant être modifiés.

En outre, les modifications envisagées n'atteignent pas des seuils quantitatifs ou des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Elles ne nécessitent pas non plus de nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement :

- les modifications en tant que telles ne franchissent pas de seuils visés par l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement ;
- l'installation modifiée ne franchit pas de nouveau seuil visé par l'annexe de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement.

4 .Consultations

En application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ne sont pas rendues nécessaires par la nature des modifications envisagées.

5 .Conclusions

En conséquence, l'inspection des installations classées considère que les modifications envisagées par la société G2R IMMO ne sont pas substantielles au sens de l'article L. 181-14 du Code de l'environnement mais nécessitent de fixer des prescriptions complémentaires en application de ce même article relatives à la mise à jour de la situation administrative de l'installation (cf. projet d'arrêté préfectoral complémentaire en pièce jointe).

En application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement et compte tenu de l'impact très modéré des prescriptions complémentaires précitées, il est proposé à la préfète de ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R. 181-39 du Code de l'environnement (CDNPS) sur ces prescriptions complémentaires.

Ce projet doit à présent être transmis à l'exploitant afin que celui-ci puisse formuler ses observations conformément aux articles L. 121-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspectrice de l'environnement Céline MALTAVERNE	L'inspectrice de l'environnement Marine JEANNOT	La cheffe adjointe du département risques chroniques Soizick GUERN